

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société SELARL MJ SYNERGIE, liquidateur judiciaire de la société RE-MATCH France**

5 rue des Frères Lumière  
Parc d'Activités d'Eckbolsheim  
67087 STRASBOURG

Code AIOT : 0003015235

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement RE-MATCH FRANCE implanté 15 RUE DE JOHANNESBURG - ZAC du parc d'activités - 67150 ERSTEIN. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société RE-MATCH exploitait jusqu'en avril 2025, une plateforme de recyclage de gazon synthétique.

Par décision du 14/04/2025, le Tribunal Judiciaire de Strasbourg a prononcé le jugement de liquidation judiciaire de la société RE-MATCH.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RE-MATCH FRANCE
- 15 RUE DE JOHANNESBURG - ZAC du parc d'activités - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0003015235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RE-MATCH exploitait jusqu'en avril 2025, une plateforme de recyclage de gazon synthétique.

Par décision du 14/04/2025, le Tribunal Judiciaire de Strasbourg a prononcé le jugement de liquidation judiciaire de la société RE-MATCH.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité et remise en état	Arrêté R. 512-39-1 du code de l'environnement	Avec suites, Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé	Mise en demeure, respect de prescription	10 jours
2	Limitation du stockage sur site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3	Avec suites, Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé	Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé	10 jours
3	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.6	/	Demande d'action corrective	10 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.1	/	Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des non-conformités par l'absence de notification de la cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 (Mise à l'arrêt définitif et remise en état) du code de l'environnement.

En application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé au Mandataire Judiciaire Associé de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par la Mandataire Judiciaire Associé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité et remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté R. 512-39-1 du code de l'environnement
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité et remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/06/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>« I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</i></p> <p><i>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</i></p> <p><i>III. - Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</i></p> <p><i>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</i></p> <p><i>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39. »</i></p>
<b>Constats :</b> <p>Par décision du 14/04/2025, le Tribunal Judiciaire de Strasbourg a prononcé le jugement suivant :</p> <p>« Jugement convertissant en liquidation judiciaire, référencé LJ25/152, la procédure de redressement judiciaire ouverte le 03/03/2025, et ordonnant la cessation immédiate de l'activité.</p> <p>Le Mandataire Judiciaire Associé rappelle à l'inspection qu'il avait lancé une procédure de reprise de l'exploitation du site.</p> <p>Une seule offre avec reprise de l'exploitation du site a été présentée aux sociétés crédit-bailleurs. Ces dernières ont refusé l'offre.</p> <p>A ce jour, aucune autre solution de reprise du site n'est envisagée.</p> <p>Aussi, comme précisé lors de la dernière inspection du site, le Mandataire Judiciaire Associé doit maintenant mettre en œuvre la procédure de cessation d'exploitation. En effet, toute cessation d'exploitation d'une installation classée doit être notifiée au préfet au moins trois mois avant la date de l'arrêt définitif pour les sites soumis à autorisation, conformément à l'article R. 512-39-1-I du code de l'environnement.</p>

Les dispositions applicables en cas de mise à l'arrêt de l'installation, pour la mise en sécurité et pour la remise en état du site sont réglementées par l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement.

Le Mandataire Judiciaire Associé s'engage à mettre en œuvre la procédure de cessation d'exploitation rapidement.

En conclusion, vu que le site était en arrêt depuis le 14/04/2025 et que le Mandataire Judiciaire Associé n'a pas notifié la cessation d'activité, ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article R. 512-39-1-I du code de l'environnement.

L'inspection propose de mettre le Mandataire Judiciaire Associé (qui représente l'exploitant) en demeure de respecter les prescriptions de l'article R. 512-39-1-I du code de l'environnement.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 10 jours

#### N° 2 : Limitation du stockage sur site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3

**Thèmes :** Risques chroniques, Limitation du stockage sur site

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avait été actée : Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé

**Prescription contrôlée :**

« La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Latex 160 tonnes Poussières 100 tonnes
Déchets dangereux	Néant

Le tableau suivant renseigne les stockages maximums relatifs aux activités existantes et les principales consommations estimées :

DESIGNATION	UTILISATION	CONSOMMATION HEBDOMADAIRE ESTIMEE	LOCALISATION DU STOCKAGE	CONDITIONNEMENT	STOCK MAXIMUM
Polymères (Gazons synthétiques)	Matières premières	1 370 tonnes	Stockage extérieur sur emplacement dédié	Emballage en sacs plastiques	33 000 tonnes
Sables	Après séparation lors du traitement	780 tonnes	Stockage intérieur sur emplacement dédié	Big Bags	5 000 tonnes
Fibres		80 tonnes			320 tonnes
Caoutchouc/SBR		375 tonnes			1 500 tonnes
Latex		40 tonnes			160 tonnes
Poussières/ Déchets	Après séparation lors du traitement	25 tonnes	Stockage extérieur sur emplacement dédié		100 tonnes
Graisse	Maintenance	En fonction des besoins	Stock maintenance	Seaux / Cartouches	50 kg
AD Blue	En continu pour les machines	En fonction des besoins	Stock machine	2 Réservoirs AD Blue	450 litres
Diesel				Réservoir Diesel	1200 litres

»

#### Constats :

Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection que depuis la dernière visite, des produits issus du process de recyclage de gazon synthétique, ont pu être évacués du site.

Par courriel du 12/09/2025, le Mandataire Judiciaire Associé a adressé un listing de l'état des stocks. Il est précisé que : « L'inventaire des produits finis ne tient pas compte des dernières expéditions, notamment de sable, SBR et TPE. »

Les données sur les quantités de déchets entreposés sur le site sont disponibles dans la partie confidentielle du rapport.

L'inspection demande au Mandataire Judiciaire Associée de lui adresser le listing des sociétés qui ont contribué à la matière entrante (rouleaux de gazon).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 10 jours, il est attendu de la part du Mandataire Judiciaire Associé, d'adresser à l'inspection, les données sur les quantités de déchets entreposés sur le site à date, en détaillant les matières suivantes :

« Les stockages sur site se composent de (en tonnes) :

- matière entrante (rouleaux de gazon) :
- matières produites en sortie process :
- sables :
- fibres :
- caoutchouc/SBR :



<ul style="list-style-type: none"> <li>• latex :</li> <li>• poussières/déchets : »</li> </ul>
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé
<b>Proposition de délai :</b> 10 jours

### N° 3 : Dispositifs de rétention et de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.6
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Déversements et pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant dispose d'un volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction de 787 m<sup>3</sup>, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bassin de confinement des eaux d'un volume disponible en permanence d'au minimum de 600 m<sup>3</sup>, équipé d'une vanne de coupure et disposée sur le rejet des eaux pluviales ;</li> <li>• Quais : 88 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• Dallage : 8 cm en moyenne dans les quais : 212 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Ce volume doit être disponible en tout temps. Le rejet au réseau communal doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes. (...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection que depuis la dernière visite, il a mis un terme au contrat de fourniture d'électricité sur le site. Cette décision est motivée par des raisons financières.</p> <p>Aussi, afin de vidanger le bassin de confinement des eaux, suite aux périodes de pluies, il utilise des pompes autonomes thermiques.</p> <p>L'inspection signale que cette méthode de vidange, contourne le dispositif décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l, prescrit à l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.</p> <p>Il est demandé au Mandataire Judiciaire Associé de puiser l'eau après ce dispositif ou mettre en œuvre une autre solution technique équivalente (alimentation de la pompe de relevage existante, ....).</p> <p>L'inspection rappelle au Mandataire Judiciaire Associé qu'il est primordial de maintenir le volume disponible du bassin de confinement des eaux d'au minimum de 600 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 10 jours, il est attendu de la part du Mandataire Judiciaire Associé, d'informer l'inspection, de la solution mise en œuvre afin de respecter le passage de l'eau présente dans le bassin, par le dispositif décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l, prescrits à l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/04/2024.</p>

<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 10 jours

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un réseau de DECI privé constitué d'une réserve incendie de 480 m<sup>3</sup> alimentant une pompe de 240 m<sup>3</sup> desservant un réseau de 5 poteaux d'incendie normalisés internes au site, répartis autour du bâtiment de stockage pouvant délivrer un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>• le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 41651 délivrant 135 m<sup>3</sup>/h, situé à moins de 100 m de l'entrée du bâtiment ;</li> <li>• le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 41652 délivrant 162 m<sup>3</sup>/h, situé à moins de 250 m de l'entrée du bâtiment ;</li> <li>• un réseau de 16 Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;</li> <li>• les bâtiments de stockage du site seront équipés d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</li> </ul> <p>(...) »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection que depuis la dernière visite, il a mis un terme au contrat de fourniture d'électricité sur le site. Cette décision est motivée par des raisons financières.</p> <p>Comme précisé lors de la dernière visite, l'inspection rappelle que le site n'est pas encore mis en sécurité, conformément aux prescriptions de l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement et que de ce fait un risque d'incendie n'est pas à exclure sur le site.</p> <p>Le fait de mettre le site sans électricité, met de fait le réseau de DECI privé, hors service.</p> <p>Pour mémoire, le réseau de DECI privé est constitué d'une réserve incendie de 480 m<sup>3</sup>, alimentant une pompe de 240 m<sup>3</sup> desservant un réseau de 5 poteaux d'incendie normalisés internes au site, répartis autour du bâtiment de stockage pouvant délivrer un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection que la réserve incendie de 480 m<sup>3</sup> reste disponible.</p> <p>L'inspection demande au Mandataire Judiciaire Associé d'informer le Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin (SIS 67) de l'état des moyens de lutte contre l'incendie en mode dégradé sur le site à date.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 10 jours, il est attendu de la part du Mandataire Judiciaire Associé, de mettre l'inspection en copie de sa correspondance avec le SIS 67.</p>
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites



<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif au Mandataire Judiciaire Associé
<b>Proposition de délai :</b> 10 jours

**N° 5 : Dispositions constructives et comportement au feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu, couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare-flamme...) adaptés aux risques encourus. (...) »
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'inspection constate que toutes les portes pare-flamme ne sont pas en position fermées.  Vu qu'il n'y a plus d'électricité sur le site et que de fait, le système de détection automatique et d'alarme incendie est, hors service et vu que la mise en sécurité du site n'est pas effective, le risque d'incendie ne peut pas être écarté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Aussi, il est demandé au Mandataire Judiciaire Associé de maintenir toutes les portes pare-flamme en position fermées.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 25/09/2025**

